



À LA UNE › DÉCRYPTAGES › POLITIQUE

VOTE HISTORIQUE

7 septembre 2026

Saxe-Anhalt : la déferlante AfD fracture le modèle allemand tout entier

La victoire historique de l'AfD en Saxe-Anhalt avec Ulrich Siegmund marque un nouveau coup de semonce pour les partis traditionnels allemands et fragilise un peu plus le cordon sanitaire autour de l'extrême droite. Si le vote traduit une colère particulière de l'Est, la progression du parti gagne aussi certaines régions occidentales. Pour Friedrich Merz et la CDU, l'enjeu est désormais de contenir une dynamique qui pourrait profondément modifier les équilibres politiques allemands.



Yves Bertoncini et Henri de Bresson

Ce qu'il faut en retenir :

- **Une victoire historique** : l'AfD double son nombre de voix en Saxe-Anhalt avec le triomphe de Ulrich Siegmund, tandis que le SPD s'effondre et la CDU est fragilisée.

- **Le cordon sanitaire se fissure** : une alliance CDU-AfD reste très contestée, mais le débat gagne du terrain.
- **Une colère durable à l'Est** : déclassement, difficultés économiques et ressentiment envers les élites nourrissent la progression de l'AfD en Allemagne.
- **Un enjeu national** : l'AfD progresse aussi à l'Ouest. Les prochaines élections diront si la Saxe-Anhalt constitue un véritable laboratoire électoral pour l'AfD.

Atlantico : En quoi les résultats en Saxe-Anhalt et le score de l'AfD constituent-ils un tremblement de terre et un message assez similaire au vote du Brexit adressé aux autres formations politiques ?

Yves Bertoncini : Les Européens sont confrontés à un enchevêtrement de plaques tectoniques, à la fois économiques, sécuritaires, écologiques, migratoires, qui donne lieu à des tremblements de terres électoraux dont le vote pro-Brexit a constitué la première manifestation notable, et dont la nette victoire de l'AfD en Saxe Anhalt représente la énième réplique. C'est cependant en distinguant la nature des failles sismiques ayant rendu possibles de tels tremblements de terre qu'on peut le mieux en saisir la spécificité.

L'AfD a dépassé les 20% lors des élections fédérales allemandes de février 2025, ce qui renvoie aux malaise et critiques engendrés par une nouvelle donne internationale qui ébranle les trois piliers historiques de la prospérité allemande, à savoir l'accès à des hydrocarbures russes bon marché, une défense largement assurée par les USA et l'OTAN et des relations économiques profitables avec la Chine. C'est cependant dans les 5 Landers de l'ex-RDA que l'AfD enregistre ses meilleurs scores : s'il avait déjà dépassé les 30% en Saxe et en Thuringe, et s'il dépasse désormais 40% en Saxe Anhalt, c'est que cela renvoie à des considérations plus régionales. Nombre des habitants de ces Landers se plaignent ainsi d'être considérés comme des « citoyens de seconde zone » depuis la réunification, sur le plan économique comme sur le plan politique ; ils n'ont pas le même passé que les « Allemands de l'Ouest », en matière géopolitique (des liens avec l'URSS, puis la Russie, plutôt qu'avec la Communauté européenne), en matière migratoire (peu d'ouverture aux flux) ou en matière de culture démocratique (passage de la dictature nazi à la dictature communiste, sans travail de mémoire sur le passé nazi). Si l'on ajoute que la Saxe Anhalt est beaucoup plus rurale et âgée que les autres Landers, le vif rejet de la CDU au pouvoir (à Berlin comme à Magdebourg), la personnalité télégénique du candidat AfD Ulrich Siegmund et la retraite du populaire Ministre-Président de la CDU depuis 2011, sans oublier la prime donnée aux

partis n'ayant jamais gouverné, on a tous les éléments du précipité politique ayant conduit à cette large victoire.

Le référendum sur le « Brexit » a pu lui aussi traduire un rejet similaire de la nouvelle donne internationale, notamment en matière économique et migratoire. Mais il était aussi la réponse à une question relative à l'appartenance à l'Union européenne, rejetée à 52% - ce qui n'a au passage pas été porteur de grands progrès pour le Royaume-Uni depuis lors et n'est donc guère inspirant, y compris pour l'AfD... Si ce parti a certes été créé en 2013 pour rejeter la solidarité allemande avec la Grèce, et donc les obligations liées à l'appartenance à la zone euro, il s'est prioritairement positionné sur bien d'autres thématiques par la suite, y compris lors de la récente campagne électorale. Le vote en Saxe Anhalt semble dès lors moins cibler l'Union européenne que les politiques conduites par les partis au pouvoir en Allemagne, au niveau national comme au niveau régional...

Est-ce une vraie rupture sur le plan politique et historique et pourquoi ?

Yves Bertoncini : Une telle victoire de l'AfD marque déjà une rupture sur le plan électoral : si ce parti était déjà arrivé en tête pour la première fois en Thuringe en septembre 2024, il le fait cette fois-ci en franchissant largement la barre des 40% en Saxe Anhalt, en devançant la CDU de plus de 25 points et en loupant de très peu la majorité des sièges (39 au lieu des 42 nécessaires). Ce résultat est évidemment d'autant moins neutre vu d'Europe que le programme proposé par Ulrich Siegmund dénonce « le masochisme national » et la « perpétuation d'une névrose » autour du nazisme et propose de promouvoir une nouvelle politique culturelle patriotique...

La rupture symbolique et historique observée ce dimanche 6 septembre sera d'autant plus nette si l'AfD parvient à former un gouvernement, avec le soutien direct ou indirect du parti de la gauche radicale « BSW » (Alliance Sahra Wagenknecht). Cela consacrerait alors une victoire non seulement politique, mais institutionnelle – la première du genre en Allemagne et en Europe pour un parti d'extrême-droite dont le programme est aussi radical.

Les résultats des prochaines élections régionales prévues en Allemagne le 20 septembre prochain amèneront cependant à réévaluer la portée du vote exprimé en Saxe Anhalt : l'AfD n'est en effet crédité que d'environ 20% des intentions de votes à Berlin et d'environ 35% en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où les dirigeants sortants du

SPD semblent en meilleure position pour se maintenir au pouvoir en formant une nouvelle coalition. Quant aux autres élections régionales prévues en Allemagne en 2027, elles mobiliseront des Landers de l'Ouest dans lesquels l'AfD devrait encore progresser, sans toutefois être en mesure d'enregistrer des scores comparables à ceux obtenus en Saxe Anhalt, et encore moins d'accéder au pouvoir.

Ce vote et la progression de l'AfD pourraient-ils impacter la trajectoire de l'Allemagne ?

Yves Bertoncini : L'impact de la victoire de l'AfD en Saxe Anhalt sera d'abord régional si ce parti parvient à y former un gouvernement. Ses représentants auront en effet la main sur d'importantes compétences en matière d'éducation, de culture, de santé, de police et de justice, dont ils pourront faire usage pour mettre en œuvre leur programme, notamment en matière migratoire et éducative. Une accession au pouvoir pourrait également tendre les relations avec « Berlin », dès lors que les Landers sont aussi chargés de mettre en œuvre les politiques décidées au niveau fédéral, et que l'AfD a indiqué qu'elle ne le ferait pas systématiquement, par exemple pour tout de ce qui relève de la transition écologique et énergétique.

Au niveau fédéral, ce n'est pas tant la victoire de l'AfD qui aura le plus d'impact que la déroute concomitante de la CDU, passée de 37% des voix en 2021 à 18% hier. Au-delà des enjeux locaux, nombre de militants et responsables de ce parti pointent en effet la responsabilité personnelle de Friedrich Merz, déjà très impopulaire, et dont l'avenir politique pourrait être similaire à celui de Keir Starmer au Royaume-Uni après la déconfiture du parti travailliste aux élections locales de mai 2026. Pour le reste, la coalition CDU-CSU/SPD au pouvoir a été constituée après des élections fédérales qui datent de février 2025, elle est donc appelée à gouverner encore quelques années sur la base d'un programme commun clairement défini, naturellement ajustable, mais dont les grandes lignes ne devraient pas fondamentalement changer – sauf à perdre le soutien du SPD.

A moyen terme, il s'agira de voir dans quelle mesure les électeurs de la CDU sont susceptibles de se reporter aussi largement vers l'AfD dans les scrutins à venir, mais aussi comment les dirigeants de ce parti prétendront tirer les leçons des élections récentes en s'inspirant ou non des positions radicales de ce parti afin d'endiguer sa progression, pour le meilleur et pour le pire... La victoire de l'AfD en Saxe Anhalt pourrait ainsi surtout conduire à confirmer que l'influence politique de

l'extrême droite est souvent bien supérieure à son poids institutionnel, qui demeure somme toute très réduit en Allemagne et dans le reste de l'Europe.

L'AfD a remporté une victoire historique dans le Land de Saxe-Anhalt ce dimanche. Ce résultat constitue-t-il un véritable désastre pour la CDU et pour Friedrich Merz ? Paradoxalement, Friedrich Merz peut-il encore espérer que l'AfD se retrouve dans l'impossibilité de former un gouvernement ?

Henri de Bresson : Il s'agit d'une très grande victoire pour l'AfD à travers le sacre de Ulrich Siegmund en Saxe-Anhalt. L'AfD double son nombre de voix par rapport au dernier scrutin et pose donc un véritable problème à la politique allemande. La question est désormais de savoir ce qui va se passer dans les autres Länder. Il n'est pas du tout certain que l'on retrouve les mêmes configurations. Une deuxième élection régionale aura lieu dans un mois, dans un Land un peu plus grand, au nord de l'Allemagne de l'Est au Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Pour le moment, les sondages donnent moins d'avance à l'AfD. Mais le vote d'aujourd'hui pourrait-il donner un nouvel élan à l'AfD là-bas également ?

Vingt-six ans après la réunification allemande, il existe toujours un problème dans la relation entre l'Est de l'Allemagne et l'Allemagne réunifiée. La question est donc de savoir si cette situation va se poursuivre et ce qui peut être fait.

La soirée électorale de dimanche a souligné la faiblesse des partis traditionnels que sont les chrétiens-démocrates et surtout le Parti social-démocrate. Le SPD obtient un résultat qui représente la moitié de celui qu'il avait réalisé lors de la précédente élection. Il est vrai qu'à l'époque, le Land était dirigé par un ministre-président, c'est-à-dire un gouverneur du Land, qui était très populaire et qui ne se représentait pas cette fois-ci. Mais il y a tout de même un problème pour Friedrich Merz, qui ne concerne pas seulement la Saxe-Anhalt, mais l'ensemble de l'Allemagne. Il est au plus bas de sa popularité. Comment va-t-il essayer de retrouver une popularité et, surtout, une capacité à reprendre les choses en main sur la scène politique allemande dans un tel contexte et avec la montée de l'AfD ?

Une autre partie du problème concerne le Parti social-démocrate, qui réalise un score de 8 à 9 %. Cela constitue un véritable effondrement pour lui, même s'il n'a jamais été au sommet de sa forme dans l'Est de l'Allemagne. Il gouverne justement le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, situé juste à côté, où des élections auront lieu

dans un mois. Il sera intéressant de suivre donc si, là aussi, le SPD continue à s'enfoncer dans la crise et si l'AfD poursuit sa percée électorale.

Ce qui est également notable, c'est que cette situation se retrouve à l'ouest de l'Allemagne. Indépendamment de ce que l'on peut dire sur l'extrême droite allemande, le résultat des courses est celui d'un pays qui devient de plus en plus difficile à gouverner, avec, à côté, un pays comme la France qui, à un an de l'élection présidentielle, éprouve également des difficultés.

Le fait que l'AfD doivent trouver des partenaires pour gouverner pourrait-il permettre à Friedrich Merz de réinstaller le cordon sanitaire autour du parti, tout en laissant l'AfD assumer l'échec de sa victoire ?

Henri de Bresson : Concernant le cordon sanitaire, il existe un débat au sein de la CDU. Il y a tout de même, en Allemagne, une forte résistance à l'idée que la CDU puisse chercher à s'allier avec l'AfD. Mais, au sein du parti chrétien-démocrate, certains se demandent également : pourquoi pas ?

Il y a eu, il y a quelques années, un vote en Thuringe au cours duquel la CDU et le Parti libéral de l'époque avaient accepté de s'allier avec l'AfD, alors dirigée par Björn Höcke, qui est véritablement l'un des représentants les plus radicaux de l'AfD, afin de former un gouvernement. Finalement, cela n'a pas tenu. Le tollé a été général et le libéral qui avait été élu grâce aux voix des trois partis a été contraint de jeter l'éponge. D'autres coalitions ont ensuite été trouvées.

Nous ne sommes donc pas face à une situation totalement nouvelle. Mais le cordon sanitaire face à l'AfD, pour le moment, se fissure et demeure fragile. On le constate partout.

Dès lors, comment faire ? Si l'AfD gouverne ce Land de Saxe-Anhalt, est-ce que cela fera peur aux autres ou, au contraire, est-ce que cela deviendra un exemple de l'état d'esprit qui prévaut en Allemagne de l'Est, où la situation reste tout de même très complexe ?

Plutôt que d'aller chercher des solutions, je crois que certains électeurs et dirigeants politiques seront très contents de faire un bon tour aux démocrates ouest-allemands. Est-ce que cela servira d'exemples pour les autres partis et dans les autres Länder ? Les futures échéances électorales le diront.

Peut-on dire que ce qui vient de se passer en Saxe-Anhalt constitue un moment digne du Brexit pour l'Allemagne et la traduction d'un vote contestataire ? L'establishment politique, qui n'avait pas compris ce qu'il qualifiait de populiste, n'est-il pas confronté à un mouvement devenu populaire auprès de l'électorat ?

Henri de Bresson : La montée en puissance de l'AfD est à l'œuvre depuis plusieurs années et inquiète tous les acteurs politiques et de nombreux électeurs en Allemagne. Ce n'est donc pas quelque chose qui puisse véritablement surprendre.

Les résultats de la soirée électorale en Saxe-Anhalt sont soudainement qualifiés comme étant un événement hors norme, à la fois pour l'Allemagne, pour l'Europe et pour les relations entre Européens, Ukrainiens et Russes.

La Saxe-Anhalt est une petite région d'un million d'habitants. Mais c'est un signal. La question est désormais de savoir quelle sera la réponse politique. Faudra-t-il attendre quelque temps pour constater finalement que l'AfD n'est pas en mesure d'apporter quelque chose de très concret à ses nouveaux administrés ? Il faudra attendre de voir l'exercice du pouvoir de l'AfD en Saxe-Anhalt.

Il y a une focalisation internationale autour de cette élection, ce qui montre que tout le monde s'interroge sur la direction que prend l'Allemagne.

Les résultats sont-ils le reflet d'un vote de colère contre les élites et le système politique traditionnel, qui s'exprime élection après élection en faveur de l'AfD ?

Henri de Bresson : C'est certainement en partie le cas, parce qu'il existe un double discours au sein de l'AfD. Il y a d'abord un discours qui surfe sur cela et qui attise la colère des électeurs, en leur affirmant qu'ils ont été maltraités, qu'il faut revenir sur cette situation et que trop de ressources ont été données aux immigrés, alors même que l'Allemagne en a besoin. Même en Allemagne de l'Est, dans les hôpitaux, ce sont souvent les immigrés qui occupent les postes les plus modestes.

Mais, derrière cela, il existe un tout autre discours de fond de la part de l'AfD : celui d'un retour à une Allemagne qui devrait retrouver son identité, une Allemagne renouant avec les valeurs de l'ancien Empire bismarckien et avec une partie des valeurs de l'extrême droite allemande. La question est de savoir si cela correspond véritablement à ce que recherchent les Allemands de l'Est. Il ne faut pas oublier que les

Allemands de l'Est n'ont pas véritablement connu la démocratie jusqu'à la réunification allemande. Or cette démocratie, finalement, ne leur apporte pas ce qu'ils en attendaient.

Ils espéraient une situation économique meilleure, des emplois intéressants, davantage de moyens financiers, une vie beaucoup plus ouverte, avec notamment la possibilité de voyager. Or, il se trouve qu'ils n'en ont pas toujours les moyens. Le transfert des acquis sociaux ne s'est pas effectué comme ils l'espéraient. Certains se sont donc retrouvés dans une situation de déclassement. À l'Est, ils bénéficiaient notamment d'une certaine garantie de l'emploi et d'autres avantages qu'ils n'ont pas nécessairement retrouvés en passant de l'autre côté. Depuis quelques années, on sent ainsi monter cette forme d'aigreur.

Friedrich Merz avait promis de faire reculer l'AfD en durcissant le discours de la CDU sur l'immigration. Or, l'AfD réalise son meilleur score historique lors d'une élection régionale. Est-ce la preuve que la stratégie de Friedrich Merz a échoué et que la CDU ne peut plus concurrencer l'AfD sur son propre terrain ?

Henri de Bresson : Il y a cet enjeu sur la question de l'immigration, mais aussi d'autres sujets. Il existe notamment un ressentiment d'une partie de la population allemande à l'Est du pays, dans une région qui a vécu pendant quarante ans sous occupation soviétique. Certains estiment, sans doute à tort d'ailleurs, avoir été maltraités. L'immigration joue évidemment un rôle, et l'AfD capitalise considérablement sur cette question. Friedrich Merz a effectivement essayé de durcir sa position, parfois au détriment de certaines règles européennes.

Aujourd'hui, pour entrer en Allemagne, il faut montrer patte blanche. Les électeurs considèrent que l'approche de la CEDH n'est pas crédible et que, de toute façon, compte tenu de l'appartenance de l'Allemagne à l'Europe, Friedrich Merz n'aura pas les coudées franches. Cela pose la question du fonctionnement de l'Europe et de la perception des institutions européennes par les électeurs allemands.

Quel est désormais le risque le plus important pour le chancelier allemand ? Est-ce la progression de l'AfD, qui continuerait de gagner du terrain dans l'électorat, ou une forme de fronde au sein même de la CDU ?

Henri de Bresson : La question va se poser. Ces derniers temps, d'importants remaniements ont eu lieu au sein de la CDU, à la suite de la décision du chancelier de déplacer certains responsables,

notamment le patron du groupe parlementaire, qui avait lui-même rencontré des difficultés personnelles et avait été mis en cause. Le changement à la tête du groupe parlementaire a entraîné d'autres changements.

Pendant toute la campagne électorale en Saxe-Anhalt, la question de savoir si Friedrich Merz allait pouvoir conserver le contrôle de son parti s'est posée. Elle demeure donc d'actualité à la suite de cette victoire de l'AfD et se pose même avec davantage d'acuité.

Le vote en Saxe-Anhalt est-il un accident régional, lié aux spécificités de l'ancienne RDA, ou constitue-t-elle une forme de laboratoire de ce qui pourrait se produire à l'avenir sur le plan national ?

Henri de Bresson : Il faut s'attendre à une montée en puissance de l'AfD, au moins dans les régions de l'Est, dans les Länder orientaux. Pour le moment, à l'Ouest de l'Allemagne, on observe également une progression de l'AfD dans certaines régions, notamment dans le plus grand des Länder, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui a été pendant très longtemps dirigée par la CDU. Elle est actuellement dirigée par un adversaire potentiel du chancelier Merz pour la Chancellerie, mais il s'agit aussi d'un Land qui a longtemps constitué une base du Parti social-démocrate.

Au cours des dernières élections régionales, il y a un an, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le SPD a perdu des points auprès de l'électorat ouvrier au profit de l'AfD. Mais cela reste tout de même très différent : on est loin du succès enregistré ce dimanche et de la progression de l'AfD dans l'ensemble des Länder de l'Est.

Il existe malgré tout une spécificité à l'Est, où beaucoup de régions ont perdu une partie de leur population. Elles ont reçu d'importants moyens pour se reconstruire, provenant de l'État fédéral mais aussi de l'Europe. Cela n'a cependant pas suffi à empêcher les départs ni à redonner un véritable élan à l'économie. On trouve souvent des villes entièrement neuves où, pourtant, on a l'impression qu'il ne se passe rien. C'est un problème de long terme, qui trouve aujourd'hui une traduction particulièrement brutale.

Il y aura également bientôt des élections à Berlin. On constate que l'AfD y progresse de manière différente. Berlin était à la fois à l'Est et à l'Ouest, puisqu'elle constituait une enclave au sein de l'Allemagne de l'Est. Dans les anciens quartiers de l'Ouest de Berlin, l'AfD progresse très peu. En revanche, elle est davantage présente dans certaines

banlieues plus populaires de l'ancienne Allemagne de l'Est. Cela signifie aussi que la démocratie ouest-allemande résiste.

L'AfD semble remettre en cause la place de l'Allemagne dans l'Occident, son rapport aux États-Unis, à l'OTAN ou encore à l'Ukraine. N'y a-t-il pas là une forme de révolte presque géopolitique, liée à l'Europe, et pas simplement une révolte populiste ?

Henri de Bresson : Beaucoup de commentateurs insistent sur le fait que l'AfD serait pro-soviétique et pro-Poutine, ce qui est tout de même assez curieux dans un pays qui a été occupé pendant quarante ans par l'armée soviétique et dont de nombreux habitants ont été contraints de fuir les territoires allemands qui existaient avant la Seconde Guerre mondiale, notamment jusqu'à l'Est de la Pologne ou en Silésie. Il est assez curieux de penser que ces populations seraient soudainement tombées amoureuses de Poutine, qui était lui-même un agent du KGB en Allemagne de l'Est à la fin de cette période.

En revanche, ce dont ces populations souffrent, ce sont notamment les conséquences de la hausse des prix de l'essence, parce que l'Europe a décidé de couper les ponts avec les achats de gaz et de pétrole russes. Nous sommes donc dans des situations parfois assez paradoxales. Les Allemands de l'Est n'ont pas véritablement connu la volonté des Allemands de l'Ouest de construire l'Europe pour mettre un terme aux guerres. L'Allemagne de l'Est n'a pas vécu cette expérience. Elle considère l'Union européenne comme quelque chose qui lui est, en quelque sorte, tombé dessus, sans comprendre complètement pourquoi. Les Allemands de l'Ouest, eux, ont contribué à la construire avec les autres Européens.

Les Allemands de l'Est ont l'impression que tout ce que l'Europe leur a apporté n'a pas rendu leur vie plus facile. Ils ne comprennent donc pas pourquoi ils devraient continuer dans cette direction.

L'AfD n'est plus seulement un parti de protestation, mais pourrait devenir une force politique durablement ancrée. L'establishment politique allemand peut-il encore traiter cette poussée comme un phénomène protestataire à contenir ? Ou doit-il désormais admettre qu'une partie croissante du pays souhaite réellement modifier la place de l'Allemagne en Europe et dans le monde ?

Henri de Bresson : La question sera justement de voir comment l'AfD va gérer ce nouvel environnement. La formation politique a déjà annoncé qu'elle entendait revoir l'ensemble des programmes scolaires et qu'elle n'accepterait plus, dans les écoles, les étrangers, notamment

ceux qui ne parlent pas suffisamment bien allemand. C'est l'un des principaux points qui a tout de même surpris.

À côté de cela, certains responsables, notamment celui qui est candidat pour diriger le Land (Ulrich Siegmund), ont présenté un programme visant à redonner de la fierté à l'Allemagne de l'Est et à donner davantage de possibilités aux populations de construire leur société, etc.

En même temps, il existe tout un soubassement idéologique, profondément marqué par l'extrême droite, allant jusqu'à des liens avec des figures néonazies. La question est donc de savoir si ces courants auront leur mot à dire dans les mois à venir.

Dans le passé, l'Allemagne de l'Ouest a connu des mouvements néonazis et a interdit, ou déclaré anticonstitutionnelles, un certain nombre de formations d'extrême droite, comme le NPD.

Il existe aujourd'hui un débat en Allemagne sur l'éventualité d'une interdiction complète de l'AfD. Mais, évidemment, le NPD n'a jamais disposé de l'électorat dont bénéficie aujourd'hui l'AfD. Il devient donc effectivement compliqué d'interdire une formation qui obtient 40 % des voix dans un Land et qui, au niveau fédéral, dépasse les 20 %.

Que va-t-il changer ? Comment l'AfD, au niveau fédéral, va-t-elle réagir ? Comment le parti va-t-il évoluer ? Non loin de Potsdam, à la suite d'une conférence à laquelle avaient participé des dirigeants de l'AfD, parmi lesquels M. Siegmund, des représentants politiques s'étaient prononcés en faveur du renvoi d'un maximum d'étrangers au-delà des frontières. Reste à savoir si la victoire en Saxe-Anhalt va conduire le parti à aller dans cette direction.

A PROPOS DES AUTEURS



Yves Bertoncini

Yves Bertoncini est consultant en Affaires européennes, enseignant à l'ESCP Business School et au Corps des Mines.



Henri de Bresson

Henri de Bresson a été chef-adjoint du service France-Europe du *Monde*. Il est aujourd'hui rédacteur en chef du magazine Paris-Berlin.
